



Déclaration unitaire

Dans un contexte d'austérité qui pèse lourdement sur la Fonction Publique, l'Education Nationale n'a plus les moyens de remplir correctement sa mission et elle crée des conditions de travail dégradées pour ses agent.es. Le gouvernement prévoit la diminution de 4 500 emplois de fonctionnaires d'Etat : 40 % de cette baisse est supportée par la seule Education nationale.

Ces suppressions de postes sont décidées « en même temps » que le ministre présente son projet de loi pour l'école de la confiance. La fin de la priorité budgétaire conjuguée aux changements de pieds incessants de politique éducative, au mode de pilotage vertical et aux mises en cause des résultats de l'école sont vécus comme une absence de reconnaissance et une remise en cause de la professionnalité des personnels.

Le projet de loi de finances 2019 renoue avec la logique de suppressions de postes, une logique appelée à s'amplifier dans les années suivantes pour atteindre les 50 000 suppressions annoncées de fonctionnaires de l'État qui impactera notamment l'éducation nationale.

L'expérience de la passation des évaluations nationales illustre la conception qu'a le gouvernement du métier d'enseignant : mise en place de procédures niant la professionnalité des enseignant.es et l'exercice de la liberté pédagogique, instrumentalisation politique des résultats.

La réussite de tous et de toutes nécessite de prendre en compte la spécificité de chaque élève, les moyens pour l'accompagner et cela de la maternelle à l'université. Il faut donc également un budget à la hauteur de cette ambition. Or, les annonces budgétaires pour l'année 2019 démontrent que le gouvernement a abandonné la priorité à l'éducation. Le primaire reste censément une priorité, mais celle-ci n'est financée que par redéploiement des moyens. Avec 2 650 postes d'enseignant.es dans le second degré alors que les effectifs augmentent de 40 000 élèves aux collèges et lycées et 400 de personnels administratifs supprimés, c'est une nouvelle dégradation des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels qui est programmée. De plus, une baisse des recrutements est également prévue avec 1 450 emplois de stagiaires en moins pour la rentrée 2019. Un bien mauvais signal donné à une heure où le métier manque d'attractivité. Cela n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite. La réforme de la voie professionnelle combinant suppressions de poste et la réduction du temps alloué aux enseignements des matières générales augmentera les difficultés des jeunes dans leur parcours scolaire.

Pour les personnels, la situation se dégrade et le pouvoir d'achat ne cesse de décroître : gel du point d'indice, augmentation de la CSG... Le gouvernement ne répond que par l'augmentation des heures supplémentaires choisies et subies (Passage d'une à deux heures supplémentaires imposées dans le 2nd degré).

Le rapport action publique 2022 remet profondément en cause les statuts de la fonction publique, prévoit le développement massif du recours aux personnels contractuels, l'absence de représentation des personnels dans les opérations de mouvement et promotions. **Globalement c'est le statut de la fonction publique qui est mis en cause, suivi de près par l'ouverture du dossier de la réforme des retraites.**

Nous nous opposons à la fusion à marche forcée des Académies de Dijon et Besançon. Nous réclamons le maintien et l'amélioration du modèle académique actuel et d'un véritable service public de proximité pour les élèves et leurs familles.

Pour toutes ces raisons, nous appelons à la grève

le lundi 12 novembre 2018

Participez nombreuses et nombreux aux manifestations

à Dole 10h00 place Barberousse

à Lons le Saunier 14h30 à l'ESPE, 23 rue des écoles